marches-securises.fr PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

La Seyne sur Mer - Service Marchés Publics (83)
Hôtel de Ville
Quai Saturnin Fabre
83500 La Seyne sur Mer

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

SERVICES

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de la Seyne sur Mer

Numéro national d'identification :
Type : SIRET - N° : 21830126500011

Code postal / Ville : 83500 La Seyne sur Mer

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation
Lien vers le profil d'acheteur : https://www.marches-securises.fr

Identifiant interne de la consultation : 90MAPA 01-2024 AMO Cité bleue

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mairie de La Seyne sur Mer

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : A ce stade, il est demandé le formulaire DC1 incluant les attestations sur l'honneur requises par le Code de la Commande Publique.

Capacité économique et financière : La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ou de chaque membre du groupement et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

Capacités techniques et professionnelles : Une liste des principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Fiche synthétique de renseignements des compétences et des références à compléter.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : Mercredi 05 juin 2024 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Assistance juridique, technique et financière pour l'appel à projet Cité Bleue

Classification CPV : 71621000

Type de marché : Services

Description succinte du marché : Assistance juridique, technique et financière pour l'appel à projet Cité Bleue.
Le marché dans sa tranche ferme prendra effet à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service pour le démarrage des prestations.

A compter de la notification une réunion de lancement du marché pourra toutefois être organisée et est incluse dans le prix global et forfaitaire. Il se terminera à l'issue de la réalisation de la dernière des phases pour la tranche ferme et le cas échéant de la réalisation des tranches optionnelles.

Lieu principal d'exécution : La Seyne sur Mer

La consultation comporte des tranches : Oui

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la faculté de mettre en œuvre, le cas échéant, les dispositions des articles L 2122-1 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Toulon.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative;

- à compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative;

- le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'Etat dans sa décision Département de Tarn-Et-Garonne du 4 avril 2014 (no358994).

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Toulon.

Date d'envoi du présent avis

26 avril 2024